



# LE TRAVAILLEUR

Le journal de l'Union départementale CGT de Paris



# PARISIEN



mai 2022

n° 1243



## L'AGENDA CGT

### Mardi 7 juin

Rassemblement devant le ministère de la Santé à 14 h

### Vendredi 10 juin

Projection du film *BOUM BOUM* de Laurie Lassalle sur les manifestations des « gilets jaunes » à Paris, salle Hénaff à 19 h

### Samedi 25 juin

Marche des fiertés

### Mercredi 29 juin

Rassemblement pour les travailleurs sans papiers devant la DGEF à 11 h 30

Le Travailleur parisien,  
publication mensuelle  
de l'Union départementale  
CGT de Paris  
85, rue Charlot  
75003 Paris  
www.cgtparis.fr  
tél. : 01 44 78 53 31  
fax. : 01 48 87 89 97  
tp@cgtparis.fr

#### Directeur de la publication

Benoît Martin

#### Responsable de la rédaction

Emmanuel Cottin

#### Comité de rédaction

Francis Ambrois  
Céline Carlen  
Emmanuel Cottin  
Rémy Frey  
Karl Ghazi  
Stéphane Paturey  
Rémi Picaud  
Kahina Seghir

#### Photos

Pierrick Villette  
CGT

#### Mise en page

Jacqueline Colombo

Prix de la publication: 1 €

Imprimé par nos soins  
N° CPPAP 0121S0637

ISSN : 0290 - 8727

#### Changement de destinataire ou d'adresse

Toute demande de changement  
d'adresse devra être faite au  
*Travailleur parisien* (administration)  
en précisant la nouvelle et  
l'ancienne adresse.



## SOMMAIRE

ÉDITO .....	3
ACTUALITÉ REVENDICATIVE	
Éducation nationale HARO SUR L'ÉCOLE PUBLIQUE ! .....	4
Mobilisations LE COMMERCE EN ÉBULLITION .....	5
Emploi LA CGT ORGANISE DES BUREAUX D'EMBAUCHE .....	6
VIE SYNDICALE	
Conso INDECOSA-CGT PARIS REPREND VIE .....	7
Congrès de l'UL 5-6 UNE UL PLUS FORTE, PLUS JEUNE, PLUS FÉMININE .....	8
INTERNATIONAL	
International AU BRÉSIL COMME EN FRANCE, NON AU FASCISME ! .....	9
HISTOIRE SOCIALE	
8 Mai 77 <sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME .....	10

# édito

---

---

## TROIS VOIES POLITIQUES DEUX CAMPS SOCIAUX UNE DÉMARCHE CGT

Le 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses, est l'occasion de faire un nouveau décryptage du monde dans lequel nous vivons. L'humanité est soumise à bien des défis, à de nombreuses crises, à de multiples violences.

Les guerres frappent les populations ukrainienne, yéménite, palestinienne, pour ne citer qu'elles. Un blocus touche toujours le peuple cubain. Les talibans imposent leur vision violente et rétrograde en Afghanistan. Les Ouïghours et les Rohingyas sont des peuples martyrisés. La famine, les pandémies et le réchauffement climatique frappent les humains les plus démunis. L'Afrique est pillée. Le chômage et la pauvreté augmentent au même rythme que les fortunes concentrées entre les mains de quelques millions de millionnaires et de quelques milliers de milliardaires. Les États, les Gafam et quelques grandes sociétés multinationales manipulent nos données numériques et nos pensées.

Pourtant, les gens ordinaires comme vous et moi aspirent juste à un bonheur simple et ne demandent qu'à vivre en paix. Et si l'intelligence humaine et les ressources naturelles étaient mobilisées en ce sens, ce serait à portée de main.

Cet état des lieux nous conduit à explorer les différentes voies possibles. J'en vois trois.

La première, c'est celle des national-capitalistes, donc la guerre contre les peuples et la guerre entre les nations. La seconde, c'est celle du capitalisme mondialisé, donc la concurrence généralisée et la guerre économique pouvant aussi déboucher sur la guerre entre les nations.

Ces deux premières voies sont les deux options possibles pour les dirigeants du monde capitaliste. Ce sont deux faces différentes d'un même camp.

La troisième voie, c'est l'internationalisme, c'est-à-dire les travailleurs et travailleuses de tous les pays unis contre le capitalisme, l'amitié entre les peuples, la coopération entre les nations, la paix en tant que principe des rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun.

Vous avez compris que c'est cette dernière voie que nous préconisons et pour laquelle notre camp social doit lutter. Il nous faut contrer à la fois le néolibéralisme que nous subissons depuis des décennies et le péril fasciste qui nous menace.

Créer en France un bloc majoritaire de forces allant dans le sens du progrès social, de l'égalité, de la démocratie et de la paix est un exercice de recomposition politique qui est en cours. Une recomposition syndicale sera peut-être aussi nécessaire si l'on veut un syndicalisme plus rassembleur.

Nos tâches syndicales vont consister à mobiliser le monde du travail, à préparer le congrès de la CGT, et dans l'immédiat à nous adresser aux candidat·es aux élections législatives à propos de nos revendications sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les retraites et les services publics.

**Benoît Martin, UD de Paris**

## Éducation nationale

# HARO SUR L'ÉCOLE PUBLIQUE !

**Dans la plupart des pays, la transformation de l'éducation en marché est en plein boom. Aux États-Unis, les *charter schools*, écoles laïques à gestion privée et financement public, jouissent d'une large autonomie dans l'enseignement mais aussi dans les programmes scolaires. En Angleterre, des cartels privés ont pris la responsabilité d'écoles devenues des académies. En Suède, en Inde, en Côte-d'Ivoire ou encore au Chili, la privatisation éducative sévit toujours. Enfin, le soutien scolaire privé progresse partout, en Asie comme en France, notamment depuis la crise liée au Covid-19.**

Alors que l'académie de Paris indique que la baisse historique du nombre d'élèves dans les écoles publiques parisiennes (soixante-sept mille enfants de moins) est due à un « manque d'attractivité » et non à une fuite des élèves vers le privé, les effets de la crise sanitaire et de ses confinements successifs sont minorés, voire absents de l'analyse. En filigrane, c'est la responsabilité de l'École et de ses personnels qui est avancée. Or, il est une réalité irréfutable : l'École fait face à une privatisation galopante et toujours plus insidieuse. Associations et entreprises ont déjà eu à proposer des activités sportives, culturelles ou sanitaires sur temps scolaire avec le soutien d'autorités locales et nationales. Le dispositif 2S2C (sport, santé, culture, civisme), apparu lors du premier confinement et présenté comme temporaire, a été lancé sans concertation pour compenser le faible nombre d'élèves pouvant être physiquement accueillis simultanément dans les classes du fait du protocole sanitaire. Il visait à laisser les collectivités territoriales organiser ces activités, les animateurs et animatrices périscolaires n'étant ni formés ni en nombre suffisant pour leur mise en œuvre. Celles-ci ont donc fait massivement appel à des associations qui, sans aucun contrôle réel, s'en sont emparées.

## L'ÉCOLE FRANÇAISE CONSUMÉE

En ce qui concerne les remplacements, dont on sait qu'ils manquent cruellement, une plate-forme privée est expérimentée pour en assurer la gestion dans l'académie de Paris. Dans le secondaire, des boîtes privées rémunérées par l'État délivrent des certifications en langues étrangères pour faire passer des tests devenus obligatoires, de grandes entreprises soutiennent des programmes d'enseignement artistique (Axa, Bouygues, LVMH), comme au lycée parisien Louis-le-Grand, établissement public faut-il le rappeler, qui se trouve lié à de très grosses entreprises (LVMH, EADS, Canal+ et L'Oréal), aux dotations plus qu'alléchantes (250 000 €). Dans le primaire,

la réforme des rythmes scolaires, tant décriée par les professionnels enseignants, a été financée par Total (4 millions d'euros). Dans l'enseignement agricole, l'école Hectar est le plus grand campus agricole du monde, financé par le milliardaire Xavier Niel, quatorzième homme le plus riche de France. La loi de transformation de la Fonction publique adoptée en 2019 permet le recrutement de chefs d'établissement issus du monde de l'entreprise : 10 % des chefs d'établissement peuvent être recrutés dans le secteur privé ou associatif. La loi Rilhac de décembre 2021 créant la fonction de directrice ou de directeur d'école, leur permettant d'exercer un pouvoir hiérarchique sur les personnels, va sensiblement dans le même sens : le noyautage du secteur public par le *new management*, promouvant ainsi les valeurs de l'entreprise dans l'école.

## PERTE DE SAVOIR-FAIRE

Moult missions de service public sont donc confiées à d'onéreux cabinets de conseil avides et libres d'impôts en France, à l'image de McKinsey. Que cela concerne la flotte d'hélicoptères de l'armée, des voitures radars supervisant le stationnement en ville, des transports urbains ou la gestion de l'eau, la privatisation dessaisit l'État de ses prérogatives. Les académies n'hésitent pas à missionner de tels cabinets pour dire aux professeurs comment enseigner.

Le corollaire étant que la perte de savoir-faire est réelle : la puissance publique s'avère incapable de mettre en œuvre nombre de ses politiques de façon autonome et les agents éprouvent de plus en plus de difficultés à saisir le sens de leur travail.

L'appel du Congrès de la CGT Educ'action du 1<sup>er</sup> avril 2022 a rappelé qu'un plan d'urgence pour une école favorisant l'émancipation, tournant le dos à toute concurrence, à toute sélection et ne se limitant pas aux seuls fondamentaux chers à Blanquer s'imposait plus que jamais.

## Mobilisations

# LE COMMERCE EN ÉBULLITION

**Mobilisations, grèves, le secteur du commerce, à Paris, est à la pointe des luttes, et la syndicalisation se développe tout pareillement. Une prise de conscience des « premiers de corvée » vite transformée en prise de confiance.**

À l'issue du confinement, les rapports de forces entre patronat et salariat ont déjoué nos pronostics prudents, voire pessimistes. Des faits objectifs avaient fragilisé le travail syndical et l'action collective : isolement des salariées, atomisation des collectifs de travail, notamment par le recours au télétravail, difficultés d'exercice des mandats CSE et syndicaux, etc.

Nous avions tablé sur une situation particulièrement défavorable aux salariées lors de la fin des restrictions liées à la crise sanitaire, mais il n'en fut rien.

## DES MOUVEMENTS EN CASCADE

Depuis la reprise, les mobilisations se succèdent quasiment sans interruption (Monoprix République, livreurs sans papiers du Monoprix Belleville, etc.), parallèlement aux luttes dans les hôtels, cafés et restaurants, sur lesquelles nous reviendrons plus en détail dans un prochain numéro. Fait particulièrement significatif, ces mouvements de grève ont porté sur des revendications offensives : embauches, augmentations, etc.

Les salariées du commerce montrent également leur volonté d'obtenir l'amélioration de leurs conditions de travail. Là encore, l'expérience vécue pendant le confinement a contribué à l'apparition d'une dynamique de lutte. Sorties de l'anonymat par le traitement médiatique des confinements, ils et elles ont vite pris confiance en leurs propres forces.

## LA SYNDICALISATION EN NET DÉVELOPPEMENT

Les primes Covid-19 puis « pouvoir d'achat » ont été des sujets de combat. L'objectif du gouvernement était de faire de ces dispositifs un outil aussi économique que démagogique à disposition du patronat pour contourner de nécessaires augmentations de salaires. Refusées ou amoindries dans la plupart des enseignes, ces primes se sont trouvées au sein des revendications de nombre de grèves. Citons celles récentes de Gibert Joseph et de la Fnac Saint-Lazare qui ont abouti à leur versement.



Il faut toutefois se garder d'un excès d'optimisme. Ce processus n'est pas homogène et de vraies disparités existent entre les différents secteurs. Les grands magasins, qui ont particulièrement souffert économiquement de la crise sanitaire, sont sans surprise « en retrait » de la vague de luttes que nous connaissons.

Autre élément important de ce contexte, cette montée des luttes s'accompagne d'un développement très net de la syndicalisation. Les mobilisations se sont doublées d'un renforcement quantitatif et qualitatif des sections. La visibilité médiatique de plusieurs luttes a probablement donné envie à un certain nombre de salariées, sensibles au fait syndical, de « franchir le pas » en rejoignant notre organisation.

## ÊTRE À LA HAUTEUR DE L'ENJEU

Prenons comme exemple la lutte du Monoprix République, qui n'est pas étrangère à la création de nouvelles sections dans trois magasins où nous n'étions, jusqu'ici, pas ou plus implantés (Monoprix Mozart, Champs-Élysées et Italie). Pour illustrer le propos de manière chiffrée, nous enregistrons au 10 mai la 100<sup>e</sup> adhésion pour le secteur du commerce (sur un total de 252 pour l'ensemble des professions). À la même date en 2019, « cru exceptionnel » en termes de syndicalisation, nous comptons 80 nouvelles adhésions dans le commerce.

Le plus complexe est devant nous : il s'agit maintenant de traduire ce renforcement en capacité militante. Les enjeux auxquels sont confrontés les salariés de nos professions, les salaires notamment, nécessitent d'élever le rapport de forces : avoir la capacité de mobiliser largement, ensemble, les salariés du commerce autour des revendications qui leur sont communes est aujourd'hui une nécessité.

## Emploi

# LA CGT ORGANISE DES BUREAUX D'EMBAUCHE

**Près de quatre mille emplois à pourvoir immédiatement à la SNCF, quatre cent mille dans le secteur de la santé et de l'action sociale, plusieurs centaines de milliers à La Poste et dans les services publics territoriaux en général. Dans ces secteurs, la CGT a mis en place ou est en train de le faire des bureaux d'embauche pour mettre les directions devant leurs responsabilités. Et elle invite les militant·es à le faire partout, pour forcer les patrons à embaucher.**

Pionnier·es de ce type d'initiative qu'ils mènent depuis dix ans sur l'ensemble du territoire, les cheminot·es CGT sont aux avant-postes pour recevoir les candidat·es à un emploi à la SNCF. Les CV recueillis sont classés en fonction de plusieurs critères (diplômes, expérience professionnelle, souhaits des candidat·es) puis triés par métier et par priorité suivant les secteurs et leurs besoins. Enfin, les candidatures sont transmises à la direction afin qu'elles soient incrémentées au processus de recrutement de l'entreprise. Après avoir monté un stand à Paris Gare de Lyon en octobre 2020 qui avait récolté trois cents candidatures en un jour, les bureaux d'embauche des cheminot·es CGT ont essaimé un peu partout et fait des émules dans d'autres secteurs d'activité.

## À LA POSTE AUSSI

Néophytes dans le registre des bureaux d'embauche, les dirigeant·es de la CGT-Fapt avaient décidé de faire une campagne nationale pour l'emploi à La Poste, où les vacances de postes et le turn-over atteignent des niveaux inquiétants, qui ne sont pas sans conséquences sur la qualité d'un service public postal largement dégradé. « On défend l'idée qu'un service public sans emplois stables n'est pas possible car on voit bien que là où l'emploi est très précaire, les salariés n'y restent pas, ce qui oblige la direction à renouveler sans cesse le processus de recrutement et de formation pour pourvoir les postes vacants », fait valoir Sylvie Bayle, secrétaire régionale Île-de-France CGT-Fapt. À l'appui de l'expérience des cheminot·es, la CGT-Fapt souhaite à son tour promouvoir l'embauche, avec des contrats stables et correctement rémunérés pour mieux combattre la précarité qui tend à s'installer en norme, à La Poste comme partout ailleurs.

## LA SANTÉ AUX URGENCES

Même constat dans le secteur de la santé et de l'action sociale, où les besoins en recrutement sont vertigineux : quatre cent mille emplois à pourvoir, dont cent mille à l'hôpital, deux cent mille dans les Ehpad et cent mille dans l'action sociale. La CGT de la santé et de l'action sociale a ainsi décidé de s'engager

dans la campagne CGT de lutte contre la précarisation de l'emploi et pour la revalorisation de tous les métiers de première nécessité. Des bureaux d'embauche se déploient sur l'ensemble du territoire national et dans les outre-mer pour faciliter les embauches, mais surtout pour exiger des formations bénéficiant en priorité aux privé·es d'emploi susceptibles d'intégrer ce secteur professionnel.

## LES AIDES PUBLIQUES D'ABORD POUR L'EMPLOI

Il y a nécessité à contrer les allégations du gouvernement et du patronat et à démontrer que des millions de privés d'emploi et de précaires ne demandent en réalité qu'à travailler. Les cheminot·es, par la constance de leurs actions lors des dix dernières années, ont prouvé l'utilité et l'efficacité des bureaux d'embauche. Il faut donc convaincre l'ensemble des organisations de la CGT, tous secteurs confondus, de multiplier à leur tour ce type d'initiative, dans tous les secteurs dits « en tension », afin de forcer patronat et gouvernement à développer une réelle stratégie de l'emploi pour tous. En commençant par recruter dans tous les secteurs en grande carence de personnels. Les moyens financiers existent, il suffit de réorienter vers les chômeurs les milliards d'euros d'aides publiques accordées sans contrepartie aux entreprises.

## À LA VILLE DE PARIS, 2 000 POSTES VACANTS

Du 16 au 21 mai, le Comité des syndicats de la Ville de Paris a aussi organisé un bureau d'embauche. Les effectifs de la Ville de Paris comptent actuellement plus de deux mille postes vacants. Quand la Ville de Paris recrute avec ou sans concours, ce n'est pas à la hauteur des besoins. Devant la nécessité d'assurer le maintien et l'amélioration du service public, et pour les remunicipalisations que le Comité revendique, on ne peut se satisfaire des difficultés qu'évoque la Ville de Paris en matière de recrutement.

## Conso

# INDECOSA-CGT PARIS REPREND VIE

**En sommeil depuis plusieurs années, l'association Indecosa-CGT Paris devrait connaître tout prochainement un nouvel essor. La petite structure se fait fort d'assister les consommateurs victimes d'arnaques en tout genre mais aussi, conformément à sa vocation, de défendre les droits des locataires, des usager-es des services de santé et des services publics parisiens.**



Les militant-es parisien·nes Indecosa (pour information et défense des consommateurs salariés) se sont réuni·es au cours de ces dernières semaines et ont décidé de relancer l'association en constituant un nouveau conseil d'administration, en élisant un nouveau bureau et en actualisant les statuts de l'association, qui seront prochainement déposés en préfecture. Rappelons que tou·tes les adhérent·es CGT parisien·nes, actif·ves ou retraité·es, précaires ou chômeur·ses, sont membres de droit et à titre gratuit d'Indecosa-CGT Paris et que la porte est ouverte à toutes les bonnes volontés. Il est également possible d'adhérer directement à Indecosa sans être membre de la CGT, moyennant une cotisation annuelle de 30 €.

Pour se faire connaître auprès des adhérent·es CGT de Paris, Indecosa-CGT Paris a pris la décision de proposer à toutes les unions locales parisiennes qui le souhaitent de tenir ses futures réunions dans leurs locaux. L'association tient déjà des permanences régulières.

## SERVICES ET TRANSPORTS PUBLICS AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Au-delà du traitement des litiges individuels des consommateurs, des locataires et des usager-es des services de santé, Indecosa-CGT Paris souhaite notamment nouer un dialogue avec toutes les structures CGT parisiennes engagées dans la défense des

services publics parisiens – transports, hôpitaux, logement social, bureaux de poste, etc. – et soucieuses de défendre et promouvoir les réponses attendues pour satisfaire les besoins de la population en la matière. Dans ce domaine, Indecosa-CGT Paris va particulièrement s'attacher à informer et mobiliser les usager-es contre la perspective de l'ouverture à la concurrence des transports publics parisiens (trains, métros, bus et tramways), qui fait déjà l'objet d'un calendrier. C'est ainsi qu'il est question de libéraliser l'ensemble du réseau d'autobus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Indecosa-CGT Paris agira en lien avec les camarades Indecosa de l'ensemble de la région parisienne, également concernés, et naturellement avec les responsables et les adhérent·es des organisations syndicales CGT du secteur : SNCF, RATP, Transdev, Keolis...

L'association appelle les adhérent·es CGT parisien·nes qui veulent s'investir dans les questions de consommation, de santé, de droit au logement, de transport, de services publics et d'environnement à la rejoindre et leur promet le meilleur accueil.

## PERMANENCES INDECOSA DANS LES UL

### 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>

Mardi matin sur rdv :  
01 42 33 83 47/48

### 4<sup>e</sup>

Sur rdv : 01 42 72 14 73

### 12<sup>e</sup>

3<sup>e</sup> jeudi du mois sur rdv :  
01 46 28 11 79

### 19<sup>e</sup>

Sur rdv : 09 65 32 98 93

### 20<sup>e</sup>

Mardi après-midi sur rdv :  
01 43 73 50 53

Contact : par les UL ou directement auprès de son président,  
Loïc Daguzan : loic.daguzan@gmail.com

## Congrès de l'UL 5-6

# UNE UL PLUS FORTE, PLUS JEUNE, PLUS FÉMININE

**Le 17<sup>e</sup> Congrès de l'union locale des syndicats CGT des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements de Paris s'est tenu les 24 et 25 mars 2022. Et il a montré la vitalité de la CGT dans ce secteur par une affluence beaucoup plus importante que lors du congrès précédent et dans une ambiance fraternelle. Il a reflété aussi la croissance de l'activité de l'union locale au cours de ce dernier mandat.**

Ce 17<sup>e</sup> Congrès de l'UL 5-6 a donné lieu à deux jours de discussions nourries entre une cinquantaine de militant·es qui représentaient une vingtaine de syndicats de professions diverses : commerce, enseignement supérieur et recherche, Muséum national d'histoire naturelle, Monnaie de Paris, La Poste, réparation automobile, habitat social, fonctionnaires territoriaux ou encore Croix-Rouge, ainsi que des représentant·es du collectif des retraité·es. Un rapport sur la situation internationale, sociale et sanitaire a permis de lancer les premiers débats, où la question des salaires et des conditions de travail ont pris une place centrale, notamment au travers de luttes souvent victorieuses menées dernièrement dans ce secteur : librairie Gibert, Fnac, la Monnaie de Paris, le Muséum.

## PLANCHER SUR LA PRÉCARITÉ

Le rapport d'activité a permis de faire le point sur ce qui a été mis en place depuis le dernier congrès, ce qui a fonctionné, et ce qu'il faut améliorer. L'UL a été présente aussi bien dans les luttes locales que lors des mobilisations nationales. Une politique ambitieuse de formation a été mise en place, permettant, entre autres, de renouveler notre direction, en la féminisant et en la rajeunissant. La vie syndicale a aussi été dynamique, avec des réunions de direction tous les quinze jours et des AG de syndiqué·es régulières, en dépit de la pandémie.

Une camarade du collectif des retraité·es est intervenue pour en faire le bilan : la nécessité d'organiser les retraité·es, la participation aux mobilisations spécifiques, les distributions régulières sur les marchés, sans oublier de pointer les difficultés de ce militantisme en différenciant celles sur lesquelles on peut intervenir (la rupture avec le monde du travail, la nécessité de ce militantisme...) et celles qui nous échappent (l'âge, l'éloignement...).

L'après-midi de la première journée a été consacré à une réflexion sur l'organisation des précaires et privés d'emploi, avec une intervention d'un camarade du Comité national CGT des travailleurs privés d'emploi et précaires (CNTPEP-CGT). L'UL du 5-6 a en effet une situation particulière du fait de la présence de nombreuses universités et de la précarité des étudiants et de certains diplômés. Il y a là de quoi entamer un travail à ce sujet, et les bonnes volontés sont priées de se faire connaître.

## EN VUE : FORMATION ET INVESTISSEMENTS

Puis, en s'appuyant sur l'article 14 des statuts confédéraux, les congressistes ont tracé l'avenir de l'UL. Un effort sera porté plus particulièrement sur la formation, aussi bien autour des élections professionnelles que sur les fondamentaux du syndicalisme que sont, par exemple, le salaire ou le temps de travail.

Le deuxième jour, le rapport financier a permis de constater la bonne santé financière de l'UL : l'avenir peut être envisagé sereinement. Il fut discuté de nouveaux aménagements des locaux et des investissements visant à moderniser les outils informatiques et la reprographie.

Les camarades de La Poste ont fait une intervention remarquée sur les réformes qui les ont percuté·es et ont dégradé le service public mais aussi sur les luttes qui ont permis d'éviter des reculs. Le dernier temps de discussion a été consacré à la campagne sur les salaires, avec un rappel des luttes locales sur le sujet, puis une synthèse des attaques que subit le salaire à la qualification (réforme de plusieurs conventions collectives) et le salaire socialisé (baisse des cotisations sociales, casse de l'assurance-chômage, bureaucratisation de la Sécu, etc.).

## ARMER LES MILITANTS POUR LA BATAILLE DES IDÉES

Le pot fraternel qui a conclu les travaux s'est terminé tard dans l'après-midi, et a permis de prolonger les débats, de contribuer à renforcer les contacts et de mettre en musique ce qui avait été discuté. En particulier, des contacts ont été pris pour la création d'une commission féministe.

L'UL sort de ce congrès renforcée, rajeunie et féminisée. Le conseil syndical passe de treize à vingt personnes, et va s'attaquer à toutes les tâches nécessaires à la vie de l'interpro : organisation d'assemblées générales des militant·es afin de préparer et d'organiser les mobilisations, organisation de formations, aménagement du local pour en faire un lieu encore plus accueillant pour les syndiqué·es, préparation de soirées thématiques qui soient conviviales et qui arment les militant·es pour la bataille des idées.



## International

# AU BRÉSIL COMME EN FRANCE, NON AU FASCISME !

**La diaspora brésilienne politisée de Paris est animée par des réfugié·es politiques qui avaient été contraint·es de fuir la dictature. Plusieurs sont membres de la section parisienne du Parti des travailleurs brésilien (PT). Parmi elles et eux, des syndicalistes, notamment à la CGT. C'est ainsi que des liens se sont tissés entre l'opposition au fascisme au Brésil, les Brésiliens de Paris et la CGT Paris. Retour sur une histoire récente.**

Le Brésil fut une dictature militaire de 1964 à 1985. C'est à la fin de cette période que se sont créées les trois principales organisations qui allaient incarner la rupture avec les années de dictature : le PT, principal parti de gauche, a été fondé en 1980 ; la CUT (Centrale unique des travailleurs), principal syndicat, est née en 1983 ; et le MST (Mouvement des sans-terre) a été créé en 1985.

Précisons les principaux faits politiques depuis une vingtaine d'années. Lula (PT), métallurgiste, dirigeant syndical, a été président du Brésil de 2003 à 2011. Dilma Rousseff (PT) lui a succédé de 2011 à 2016 et a été destituée le 31 août 2016. Michel Temer (dirigeant d'un parti de centre-droit) succède alors à Dilma Rousseff.

## L'UD CGT DE PARIS S'IMPLIQUE

En 2017 puis en procédure d'appel en 2018, Lula est condamné pour corruption passive et blanchiment d'argent. Le 7 avril 2018, Lula est emprisonné. Il faudra attendre le 8 novembre 2019 pour qu'il soit libéré. Les condamnations ont été annulées et un magistrat a admis que la plainte contre Lula traduisait une volonté de criminaliser son activité politique.

14 mars 2018, Marielle Franco, élue de gauche au conseil municipal de Rio de Janeiro, militante des droits humains, des droits des femmes, des droits des LGBT, est assassinée par une milice d'extrême droite. Lors de l'élection présidentielle des 7 et 28 octobre 2018, l'extrême droite accède au pouvoir, Jair Bolsonaro battant Fernando Haddad, candidat du PT.

En 2017 et 2018, l'UD CGT de Paris s'est beaucoup impliquée dans la question démocratique au Brésil. En septembre 2017, au stand de l'UD de la Fête de l'Huma, nous accueillions Wadih Damous, député brésilien du PT, et Philippe Martinez pour parler de la situation au Brésil. Le 31 janvier 2018, l'UD prenait la parole lors du rassemblement à Paris pour la démocratie au Brésil. Le 15 mars, nous suivions le lancement, lors du Forum social mondial de Salvador de Bahia, du Comité international de solidarité à Lula et à la démocratie. Le 6 avril, nous organisons un débat à la Bourse du travail de Paris en présence de

Luis Dulce, vice-président du PT. Le 14 août, lors d'un rassemblement à République, nous lisions un discours (qui le sera aussi le 9 septembre, en brésilien, lors du grand rassemblement devant la prison de Lula).

## ADRESSE À LA CENTRALE SYNDICALE BRÉSILIENNE

Pendant l'entre-deux tours de l'élection au Brésil, nous avons de nouveau participé à des rassemblements de masse, le 14 octobre à République puis le 20 octobre à Stalingrad. Cinq jours plus tard, nous transmettions ce message à la CUT : « Partout dans le monde, l'affrontement de classe est une réalité. La politique de Michel Temer est celle du grand capital. Au Brésil comme en France, le droit du travail recule, les privatisations s'accroissent, les systèmes de protection sociale sont convoités par les prédateurs privés. Avec Bolsonaro, cette politique antisociale serait amplifiée. De plus, le candidat de l'extrême droite fait l'apologie publique de la dictature, de la torture, du viol, du meurtre, de l'intolérance. Son élection ferait du Brésil une société violente, raciste, xénophobe, misogyne, intolérante, inégalitaire. La CGT s'adresse à la CUT brésilienne pour affirmer haut et fort que nous appelons de nos vœux à une forte mobilisation citoyenne pour mettre en échec Bolsonaro. Pas lui ! *Ele nao !* Démocratie et progrès social au Brésil ! »

## LULA CONTRE BOLSONARO

Hélas ! Bolsonaro a été élu en 2018, mais Lula pourrait le battre les 2 et 30 octobre prochain, lors de la nouvelle élection.

Le Comité international Lula, avec la Fondation Perseu Abramo, est en train de préparer l'édition d'un livre qui relatara les diverses initiatives prises par les différents comités formés au Brésil et à l'étranger pour la démocratie et pour la libération de Lula avant et pendant sa prison à Curitiba. Le comité « Libérez Lula » de Paris participe à ce beau projet en envoyant un petit texte avec une photo et une liste de ses membres et partenaires, dont l'UD CGT de Paris.



8 Mai

# 77<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME

**Le 8 mai est célébrée la victoire contre le nazisme, et par conséquent l'occasion de rendre hommage à la Résistance. Occasion que n'a bien sûr pas manquée le Comité de Paris de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, qui nous a fait parvenir le communiqué ci-dessous.**

Depuis trois ans maintenant, le Comité de Paris de l'Amicale fleurit des plaques commémoratives dans les rues de Paris, rendant hommage aux fusillés parisiens de l'année 1941 à Châteaubriant. En ce 8 mai 2022, ce sont douze sites qui ont ainsi été fleuris, dix rendant hommage aux fusillés du 22 octobre 1941 dans la carrière de Châteaubriant, et deux rendant hommage aux fusillés du 15 décembre 1941 dans la forêt de Juigné, au lieu-dit La Blisière.

Cette année, nous étions douze du Comité dans trois véhicules pavoisés pour les déplacements, avec le drapeau de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt et une sonorisation. D'autres camarades du bureau ou adhérents du Comité nous ont rejoints sur différentes cérémonies.

Ces hommages sont maintenant à l'agenda de notre Comité et toutes les années à venir, le 8 mai, nous fleurirons les plaques des fusillés de Châteaubriant. De nombreuses personnes sont venues assister à cet hommage, soit parce qu'elles avaient eu connaissance de notre communiqué, soit parce qu'elles se trouvaient à proximité et qu'elles se sont arrêtées.

Dans le contexte actuel, avec cette guerre qui est aux portes de l'Europe et en France avec cette montée du nationalisme, nos cérémonies ont été très appréciées par une population plus nombreuse que ces deux dernières années.

D'ores et déjà, rendez-vous est pris pour l'année prochaine à la même date et approximativement aux mêmes horaires. Peut-être aurons-nous la possibilité de fleurir une nouvelle plaque en hommage à Claude Lalet, dont le nom devrait être donné à une cité universitaire dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, comme l'ont exprimé les vœux adoptés à l'unanimité du conseil du 13<sup>e</sup> arrondissement et du conseil de Paris au début de cette année.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de ces cérémonies en vidéo sur notre page Facebook ou sur notre page Twitter, ainsi que toutes les actualités de notre Comité. En ces temps incertains, le travail de mémoire, doit être plus que jamais mené avec force et abnégation face aux nombreuses tentatives de réécriture de la vérité historique.



# En 2022, la Macif a été élue **Marque préférée des Français\***



## Et vous, pourquoi préférez-vous la Macif ?

Pour Mehdi, c'est pour  
ses **prix compétitifs**.

Pour Albert, c'est pour son modèle  
d'assureur mutualiste **sans actionnaire**.

Pour Huguette, c'est pour **la relation  
avec son conseiller**.

Pour Laure, c'est pour **son service client  
basé en France\*\***.



La Macif,  
c'est **vous**.

\* Étude réalisée du 12 au 13 janvier 2022 par La Marque Préférée des Français auprès de 1 022 français, représentatifs de la population française - terrain réalisé par OpinionWay - dans la catégorie « Compagnies d'assurance ».

\*\* Certification AFRC Relation Client France. Certificat 95088 délivré à la Macif par Afnor Certification.  
Pour en savoir plus : [relationclientfrance.fr](http://relationclientfrance.fr).

**MACIF** - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances.  
Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

**Union Locale Paris 1 et 2**  
11 rue Léopold Bellan 75002  
contact-cgt@ul1-2.fr  
Paris 1 : 01 42 33 83 47  
Paris 2 : 01 42 33 83 48  
🚇 **Sentier**

**Union Locale Paris 9**  
44 rue La Bruyère 75009  
09 71 57 29 30  
ulcgt9paris@gmail.com  
🚇 **St-Georges**

**Union Locale Paris 18**  
42 rue de Clignancourt 75018  
01 42 52 64 64  
ulcgtparis18@gmail.com  
🚇 **Barbès Rochechouart**

**Union Locale Paris 19**  
1 rue de Nantes 75019  
09 65 32 98 93  
cgt.paris19e@wanadoo.fr  
🚇 **Corentin Cariou**

**Union Locale Paris 17**  
3 rue Tarbé 75017  
09 87 37 25 34  
ul.cgt.17@orange.fr  
🚇 **Villiers**

**Union Locale Paris 8**  
32 rue d'Edimbourg 75008  
01 43 87 89 92  
ul.cgt8@wanadoo.fr  
🚇 **Europe**

**Union Locale Paris 16**  
12 rue Chernoviz 75016  
01 45 27 77 57  
ulcgt16@orange.fr  
🚇 **Passy**

**Union Locale Paris 15**  
98 rue de Lourmel 75015  
09 80 64 51 92  
ulcgt.paris15@gmail.com  
🚇 **Félix Faure**

**Union Locale Paris 7**  
98 rue de Lourmel 75015  
09 53 70 84 62  
cgt.ulparis7@gmail.com  
🚇 **Félix Faure**

**Union Locale Paris 5 et 6**  
163 bd de l'Hôpital 75013  
01 42 22 12 80  
ul56-ud@boulmich.org  
🚇 **Place d'Italie**

**Union Locale Paris 14**  
35 rue de l'Aude 75014  
01 43 35 49 33  
ul14cgt@orange.fr  
🚇 **Alesia**

**Union Locale Paris 13**  
163 bis bd de l'Hôpital 75013  
01 45 70 78 57  
contact@ulcgtparis13.fr  
🚇 **Place d'Italie**

**Union Locale Paris 10**  
Bourse du Travail  
3 rue du Château d'eau 75010  
01 44 84 51 08  
ulcgtparis10@yahoo.com  
🚇 **République**

**Union Locale Paris 11**  
Maison des Métallos  
94 rue J. P. Timbaud 75011  
01 42 41 81 06  
contact@ulcgt11.fr  
🚇 **Couronnes**

**Union Locale Paris 3**  
85 rue Charlot 75003  
01 44 78 54 94/95  
ulcgt3@gmail.com  
🚇 **République**

**Union Locale Paris 20**  
13 rue Pierre Bonnard 75020  
01 43 73 50 53  
cgt.paris20@wanadoo.fr  
🚇 **Gambetta**

**Union Locale Paris 12**  
12 rue Chaligny 75012  
01 46 28 11 79  
secgen@ulcgtparis12.fr  
🚇 **Reuilly Diderot**

**Union Locale Paris 4**  
74 quai de l'Hôtel de Ville 75004  
01 42 72 14 73  
ul.cgt4eme@wanadoo.fr  
🚇 **Hôtel de Ville**



**Union Syndicale des Retraité·e·s CGT Paris USR**

85 rue Charlot 75003 Paris  
01 44 84 52 30  
usr@cgtparis.fr

**Commission Départementale UGICT PARIS**

http://paris.reference-syndicale.fr  
85 rue Charlot 75003 Paris  
01 44 78 53 31  
ugictcgt.paris@wanadoo.fr

**Permanence Droit à la retraite**

85 rue Charlot 75003 Paris  
Bureau 224 sur RDV au :  
01 44 78 53 77

**Permanences juridiques**

Contacter l'UD au :  
01 44 78 53 31

**Permanence Privés d'emploi**

85 rue Charlot 75003 Paris  
Contacter l'UD  
cgtpe.paris@laposte.net

**Permanences Indecosa (défense des consommateurs)**

**1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>**  
Mardi matin sur rdv :  
01 42 33 83 47/48  
**4<sup>e</sup>**  
Sur rdv : 01 42 72 14 73  
**12<sup>e</sup>**  
3<sup>e</sup> jeudi du mois  
sur rdv : 01 46 28 11 79  
**19<sup>e</sup>**  
Sur rdv : 09 65 32 98 93  
**20<sup>e</sup>**  
Mardi après-midi  
sur rdv : 01 43 73 50 53

